



Hôpital Roland Bonniot
de Villeneuve Sur Yonne

CONVENTION CONSTITUTIVE
du
GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE
NORD YONNE

1. PREAMBULE.....	3
2. RAPPEL DES REFERENCES JURIDIQUES - VISAS	3
Il est convenu la création d'un groupement hospitalier de territoire.....	4
PARTIE I : PROJET MÉDICAL PARTAGÉ ET PROJET DE SOINS PARTAGÉ DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
Titre 1. Orientations stratégiques du projet medical partagé	4
PARTIE II : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	5
Titre 2. Constitution du groupement hospitalier de territoire	5
Titre 3. Associations et partenariats des établissements ou services au groupement hospitalier de territoire	7
Titre 4. Gouvernance	7
Titre 5. Fonctionnement.....	12
Titre 6. Procédure de conciliation	12
Titre 7. Communication des informations	13
Titre 8. Durée et reconduction	13

1. PREAMBULE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est une innovation de la loi de modernisation de notre système de santé. Le GHT a vocation à conduire les établissements publics de santé d'un même territoire à se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée du patient, à travers l'élaboration d'un projet médical partagé. Le projet médical partagé doit permettre l'émergence de filières de soins territorialisées et d'organiser la gradation de l'offre de soins, dans une approche orientée patient afin de garantir une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité. Cette organisation permet d'offrir les meilleurs soins, au meilleur moment et au meilleur endroit pour les patients de chaque GHT.

A ce titre, dans les conditions prévues à l'article 20 de la présente convention, les GHT organisent la complémentarité des établissements de santé de l'offre hospitalière, grâce à la prise en compte de la spécificité de chacun dans leur contribution à l'offre de soins.

2. RAPPEL DES REFERENCES JURIDIQUES - VISAS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-6 du code de la Santé Publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n°2016-524 relatif aux groupements hospitaliers de territoire du 27 avril 2016,

Vu le(s) schéma(s) régional(ux) de santé Bourgogne Franche-Comté,

Vu la délibération N°003-2016 du 27/06/16 du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Sens relatif à la participation de l'établissement au groupement hospitalier de territoire et à la désignation de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire,

Vu la délibération N°D06/2016 du 23/06/16 du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Joigny relative à la participation de l'établissement au groupement hospitalier de territoire et à la désignation de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire,

Vu la délibération N°2016-03 du 17/06/16 du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Villeneuve-sur-Yonne relatif à la participation de l'établissement au groupement hospitalier de territoire et à la désignation de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire,

Vu l'avis du 27/06/16 de la commission médicale d'établissement du Centre Hospitalier de Sens,

Vu l'avis du 23/06/16 de la commission médicale d'établissement du Centre Hospitalier de Joigny,

Vu l'avis du 16/06/16 de la commission médicale d'établissement Centre Hospitalier de Villeneuve-sur-Yonne,

Vu l'avis du 29/06/16 de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques du Centre Hospitalier de Sens,

Vu l'avis du 20/06/16 de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques du Centre Hospitalier de Joigny,

Vu l'avis du 17/06/16 de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques du Centre Hospitalier de Villeneuve sur Yonne,

Vu l'avis du 23/06/16 du comité technique d'établissement du Centre Hospitalier de Sens,

Vu l'avis du 20/06/16 du comité technique d'établissement du Centre Hospitalier de Joigny,

Vu l'avis du 17/06/16 du comité technique d'établissement Centre Hospitalier de Villeneuve-sur-Yonne,

Vu la concertation avec le directoire du Centre Hospitalier de Sens, en date du 06/06/16,

Vu la concertation avec le directoire du Centre Hospitalier de Joigny, en date du 09/06/16,

Vu la concertation avec le directoire du Centre Hospitalier de Villeneuve sur Yonne, en date du 16/06/16,

Vu le courrier de l'ARS en date du 1^{er} juin 2016 ayant pour objet la mise en place des GHT sud Yonne Haut Nivernais et Nord Yonne

ARTICLE 1

Il est convenu la création d'un groupement hospitalier de territoire.

PARTIE I : PROJET MÉDICAL PARTAGÉ ET PROJET DE SOINS PARTAGÉ DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Titre 1. *Orientations stratégiques du projet médical partagé*

ARTICLE 2

Les établissements parties à la présente convention établissent un projet médical partagé permettant aux patients du territoire un égal accès à des soins sécurisés et de qualité, grâce à une stratégie de prise en charge commune et graduée.

Pour ce faire, le projet médical partagé du groupement devra répondre aux objectifs suivants selon deux axes :

Développer l'activité

1. Améliorer l'attractivité des établissements
2. Développer les canaux de recrutement
3. Etendre le périmètre d'action / Elargir l'offre de soins
4. Développer les consultations
5. Développer l'ambulatoire

Améliorer la performance

6. Améliorer les procédures et outils internes
7. Renforcer la coordination en amont et en aval
8. Mettre en place des dispositifs permettant de fluidifier le parcours patient

Le projet de soins partagé du groupement hospitalier de territoire est défini en cohérence avec le projet médical partagé, par voie d'avenant dans un délai d'un an à partir de la conclusion de la présente convention.

PARTIE II : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Titre 2. Constitution du groupement hospitalier de territoire

COMPOSITION

ARTICLE 3

Les établissements et services suivants, soussignés, sont parties au groupement hospitalier de territoire :

Centre Hospitalier de Sens, régi par les dispositions [articles] dont le siège est 1 avenue Pierre de Coubertin - 89108 Sens Cedex

Représenté par son Directeur, M. Jean Dominique MARQUIER

Centre Hospitalier de Joigny, régi par les dispositions [articles] dont le siège est 3 quai de l'Hôpital BP 229 - 89308 Joigny Cedex

Représenté par son Directeur, M. Gérald SAILLET

Centre Hospitalier Roland Bonion, régi par les dispositions [articles] dont le siège est 87-89, rue Carnot - 89500 Villeneuve-sur-Yonne

Représenté par son Directeur, M. Thierry MERESSE

L'établissement membre associé obligatoire du GHT du Nord Yonne :

Le centre hospitalier spécialisé de l'Yonne dont le siège est 4 avenue Pierre Scherrer, BP 99, 89011 Auxerre.

Représenté par son Directeur, M. Yves BUZENS

Un autre établissement public de santé ou un autre établissement peut adhérer à la présente convention ultérieurement à sa signature, dès lors qu'il accepte sans réserve les stipulations de la présente convention, et qu'il n'est partie à aucun groupement hospitalier de territoire.

Son adhésion doit préalablement recueillir les avis du comité stratégique et territorial des élus du groupement.

DENOMINATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

ARTICLE 4

La dénomination du groupement hospitalier de Territoire est :

« GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE NORD YONNE » (GHT NY)

Le groupement hospitalier de territoire ne dispose pas de la personnalité juridique.

OBJET DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

ARTICLE 5

Le groupement hospitalier de territoire a pour objet la mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité.

Il vise à garantir une offre de proximité ainsi que l'accès à une offre de référence et de recours dans le cadre du projet médical partagé, prévu au I de la présente convention, élaboré par les établissements.

Il assure la rationalisation des modes de gestion par la mise en commun de fonctions ou par des transferts d'activités entre établissements. Il est à noter qu'aucune délégation de compétence ni aucun transfert d'autorisation d'activité ne pourront être imposés à un établissement membre du GHT contre l'avis de son Conseil de Surveillance.

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT

ARTICLE 6

L'établissement support du groupement hospitalier de territoire est le Centre Hospitalier de Sens, régi par les dispositions du code de la santé publique dont le siège est 1 avenue Pierre de Coubertin - 89108 Sens Cedex, représenté par son Directeur, M. Jean Dominique MARQUIER.

Cette désignation doit être approuvée par au moins deux tiers des conseils de surveillance des établissements parties à la présente convention (a du 5 du II art L6132-2).

DROITS ET OBLIGATIONS DES ÉTABLISSEMENTS PARTIES

ARTICLE 7

Un établissement signataire ne peut être partie à une autre convention de groupement hospitalier de territoire.

Un établissement partie, associé ou partenaire du présent groupement hospitalier de territoire, peut mener des actions de coopérations engagées dans un cadre conventionnel ou organique avec des personnes de droit public ou de droit privé. Les partenariats conclus par les établissements signataires s'exercent dans le respect des actions menées au sein du présent groupement hospitalier de territoire et sont, le cas échéant, mis en conformité avec la présente convention dans un délai de 12 mois.

Les responsabilités inhérentes à l'exécution des missions confiées par la loi aux établissements de santé demeurent à la seule charge des établissements signataires, notamment vis-à-vis de leurs patients respectifs.

Les instances des établissements signataires restent compétentes, sous réserve des délégations de compétences qu'elles accordent, par délibération, aux instances du groupement.

La place spécifique de chaque établissement est prise en compte pour la mise en œuvre de la présente convention. À ce titre, la stratégie du groupement en matière de santé mentale se fait dans le respect des secteurs psychiatriques. Chacun des établissements signataires conserve son mode de financement et perçoit la tarification des actes réalisés dans le cadre des activités pour lesquelles il est autorisé.

Titre 3. **Associations et partenariats des établissements ou services au groupement hospitalier de territoire**

ARTICLE 8

Les établissements et services parties à la présente convention délèguent à l'établissement support la compétence de conclure, après en avoir informé les instances du GHT, les conventions de partenariats et d'associations avec le groupement hospitalier de territoire prévues à l'article L. 6132-1 du code de la santé publique avec :

- le Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne, membre associé obligatoire du GHT NY,
- les hôpitaux des armées,
- les établissements assurant une activité d'hospitalisation à domicile,
- les autres établissements publics ou privés d'autres territoires ou régions.

Chaque établissement peut néanmoins conventionner librement avec les établissements de son choix dans le cadre de son fonctionnement interne.

ARTICLE 9

Le groupement hospitalier de territoire est associé à un centre hospitalier et universitaire qui, pour le compte des établissements parties au groupement, assure les missions mentionnées au IV de l'article L. 6132-3. Cette association fait l'objet d'une convention entre le centre hospitalier et universitaire et l'établissement support du groupement qui sera intégrée au projet médical partagé et adoptée dans les mêmes conditions. Cette disposition ne fait pas obstacle pour l'établissement support à conclure des conventions avec d'autres centres hospitaliers universitaires pour des missions relevant de l'article L. 6132-3.

Titre 4. **Gouvernance**

LE COMITÉ STRATÉGIQUE

ARTICLE 10

Le comité stratégique est chargé de se prononcer sur la mise en œuvre de la convention, du projet médical partagé du groupement hospitalier de territoire et des compétences partagées. Il est notamment garant de la mise en œuvre des actions concourant à la réalisation du projet médical partagé.

Composition

Le comité stratégique comprend :

- les directeurs des établissements visés à l'article 3 de la présente convention,
- les présidents des commissions médicales des établissements visés à l'article 3 de la présente convention,
- les présidents des commissions de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques visés à l'article 3 de la présente convention, dont le président de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques du GHT
- le président du collège médical,
- le médecin responsable du département d'information médicale de territoire,

Le président du comité stratégique peut inviter de façon permanente ou occasionnelle toute(s) personne(s) à titre consultatif.

Fonctionnement

Le comité stratégique est présidé par le directeur de l'établissement support. Il se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de son président.

Le comité stratégique adopte son règlement intérieur.

INSTANCE MÉDICALE COMMUNE

ARTICLE 11

Les commissions médicales d'établissement des établissements parties valident la mise en place d'un collège médical pour le GHT NY.

Composition

Le collège médical comprend les présidents de CME et 20 membres au prorata des effectifs médicaux des établissements avec un minimum de deux représentants soit :

- 12 membres pour le CH de Sens,
- 6 membres pour le CH de Joigny,
- 2 membres pour le CH de Villeneuve sur Yonne.

Ses membres sont désignés, par les commissions médicales des établissements visés à l'article 3 de la présente convention, parmi leurs membres élus. Sont obligatoirement désignés comme représentant les chefs de pôle des établissements ainsi que les représentants des CME aux directoires des établissements.

La durée de leur mandat est la même que celle des CME qui les ont désignés.

Le président du collège médical peut inviter de façon permanente ou occasionnelle toute(s) personne(s) à titre consultatif.

Fonctionnement

Le collège médical de groupement se réunit au moins 3 fois par an.

Le collège médical de groupement adopte son règlement intérieur.

Compétences

Le collège médical anime la réflexion médicale de territoire de groupement. À ce titre, il participe au diagnostic de l'offre de soins du groupement, à l'identification des filières de prise en charge des patients et à l'organisation de la gradation des soins au sein des sites du groupement. Il donne un avis sur le projet médical partagé du groupement. Il est tenu informé, chaque année, de sa mise en œuvre et du bilan dressé par son président.

Le collège médical de groupement adopte son règlement intérieur.

Dans l'éventualité où le collège médical du GHT devrait émettre un avis, celui-ci sera retenu que s'il est exprimé par la majorité qualifiée des 2/3 des membres.

INSTANCE COMMUNE DES USAGERS

ARTICLE 12

L'instance des usagers du groupement est mise en place dans un délai de six mois à compter de la signature de la présente convention, par avenant à la présente convention, après avis des commissions des usagers (ou Comité des usagers) des établissements parties.

La commission des usagers ou comité des usagers adopte son règlement intérieur.

Dans l'éventualité où la commission des usagers ou comité des usagers du GHT devrait émettre un avis, celui-ci sera retenu que s'il est exprimé par la majorité qualifiée des 2/3 des membres.

COMMISSION DES SOINS INFIRMIERS, DE RÉÉDUCATION ET MÉDICO-TECHNIQUES DE GROUPEMENT

ARTICLE 13

Composition

Les présidents des commissions des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques d'établissement sont membres de droit de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement au titre de leurs fonctions.

La commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement comprend en plus de ses membres de droit, 20 membres élus désignés en leur sein au prorata des effectifs paramédicaux des établissements avec un minimum de deux représentants pour le CH de Villeneuve sur Yonne soit :

- 12 membres pour le CH de Sens,
- 6 membres pour le CH de Joigny,
- 2 membres pour le CH de Villeneuve sur Yonne.

Le président de la CSIRMT du GHT NY peut inviter de façon permanente ou occasionnelle toute(s) personne(s) à titre consultatif.

Fonctionnement

La commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement se réunit au moins 3 fois par an.

Elle peut se réunir à la demande de son président ou à celle des deux tiers de ses membres.

L'ordre du jour des questions soulevées en séance est transmis à ses membres au moins 7 jours avant la tenue de la séance.

La commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement adopte son règlement intérieur.

Compétences

Les compétences déléguées à la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement font l'objet d'un avenant adopté dans un délai de six mois à compter de la signature de la présente convention, après délibération des commissions des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques des établissements.

La CSIRMT de groupement adopte son règlement intérieur.

Les avis de la CSIRMT seront exprimés à la majorité qualifiée des 2/3 des membres.

COMITÉ TERRITORIAL DES ÉLUS LOCAUX

ARTICLE 14

Composition

Le comité territorial des élus locaux est composé :

- des représentants des élus des collectivités territoriales aux conseils de surveillance des établissements parties au groupement,
- des maires des communes sièges des établissements parties au groupement,
- du président du comité stratégique,
- des directeurs des établissements parties au groupement,
- du président du collège médical.

Sont invités permanents :

- le représentant de l'ARS
- le président de la CSIRMT du groupement,
- la directrice adjointe en charge des coopérations territoriales,
- Trois représentants des usagers désignés par le comité des usagers,
- deux représentants des organisations syndicales issus désignés par la conférence territoriale de dialogue social.
- Les présidents des CME des établissements
- Un représentant du Conseil de l'ordre des médecins sans lien salarial ou conventionnel avec les établissements parties du GHT

Le président du comité des élus locaux peut inviter toute autre personne à titre consultatif.

Fonctionnement

Le comité territorial des élus locaux élit son président parmi ses membres.

Le comité territorial des élus locaux se réunit au moins 3 fois par an, soit à la demande du directeur du comité stratégique, soit à la demande de son président, soit à la demande d'au moins deux tiers de ses membres.

Le comité territorial des élus locaux adopte son règlement intérieur.

Compétences

Le comité territorial des élus locaux est chargé d'évaluer les actions mises en œuvre par le groupement pour garantir l'égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité sur l'ensemble du territoire du groupement. Il doit également garantir l'équité du fonctionnement du GHT NY pour tous ses membres dans le respect des principes fondateurs du GHT : parmi lesquels le respect de l'intégrité de chaque établissements partenaires tant en termes financiers que vis-à-vis du service médical rendu ou bien encore des équilibres des emplois de chacun.

À ce titre, le comité territorial des élus locaux peut émettre des propositions et est informé des suites qui leur sont données. Le comité territorial des élus locaux se prononcera sur l'adhésion au GHT Nord Yonne de nouveaux établissements ou sur la mise en commun de fonctions autres que celles inscrites dans la loi et listées à l'art. 16 faisant l'objet de la présente convention.

En cas de désaccord entre un établissement et les fondements du projet médical partagé, l'établissement concerné dispose de la faculté de se retirer du GHT au cours de l'année de sa constitution.

CONFÉRENCE TERRITORIALE DE DIALOGUE SOCIAL

ARTICLE 15

La conférence territoriale de dialogue social comprend huit membres représentant les organisations syndicales.

Elle comprend le président du comité stratégique, président de la conférence ou son représentant. Avec voix consultative le président du collège médical et le président de la CSIRMT ou son représentant et d'autres membres du comité stratégique désignés par son président.

Chacune des organisations syndicales présentes au sein d'au moins un comité technique d'établissement bénéficie d'un siège au sein de la conférence territoriale de dialogue social.

La répartition pour le total de 14 sièges s'effectuera conformément aux dispositions réglementaires et au prorata d'une part du nombre d'agents de chaque établissement et d'autre part des votes cumulés obtenus pour la désignation des représentants au CTE des établissements lors des dernières élections professionnelles. Chaque organisation syndicale désignera ses représentants parmi les CTE des établissements :

- 8 Titulaires pour le CH de Sens
- 4 Titulaires pour le CH de Joigny
- 2 Titulaires pour le CH de Villeneuve sur Yonne

La conférence est réunie au moins 2 fois par an, soit à la demande du président du comité stratégique, soit à la demande d'au moins la moitié des représentants siégeant au sein de l'espace, soit à la demande des représentants d'au moins deux tiers des établissements parties au groupement.

Les modalités de fonctionnement de la conférence territoriale de dialogue social sont définies dans le règlement intérieur du groupement.

La conférence territoriale de dialogue social adopte son règlement intérieur.

Dans l'éventualité où la conférence territoriale de dialogue sociale du GHT devrait émettre un avis, celui-ci sera retenu que s'il est exprimé par la majorité qualifiée des 2/3 des membres.

Titre 5. *Fonctionnement*

ARTICLE 16

Dans le cadre des compétences mutualisées inscrites dans la loi, soit :

- Un schéma directeur du système d'information du GHT pour un système d'information hospitalier convergent avec l'utilisation d'un identifiant unique pour les patients (Art. R 6132-15)
- La fonction achat et un plan d'action des achats : (Art. R 6132-16)
 - * Elaboration de la politique et des stratégies d'achat en exploitation et investissement
 - * Planification et passation des marchés
 - * Contrôle de gestion des achats
 - * Activités d'approvisionnement (à l'exception des produits pharmaceutiques)
- La coordination des instituts et écoles de formation paramédicale (Art. R 6132-17)
- La coordination des plans de formation continue et de développement professionnel continu. (Art. R 6132-18)

Les directeurs des établissements de Joigny et de Villeneuve sur Yonne délèguent au directeur de l'établissement support les compétences suivantes, nécessaires à la mise en œuvre de ses missions :

- la représentation du GHT NY dans tous les actes de la vie civile et l'action en justice au nom du GHT NY, pour les compétences mutualisées au sein du groupement,
- la gestion des affaires courantes et l'exécution des délibérations des conseils de surveillance des établissements membres, pour les compétences mutualisées au sein du groupement.

Les directeurs des établissements déléguant sont tenus informés, dans le cadre du comité stratégique du groupement, de la mise en œuvre de ces délégations.

ARTICLE 17

Le directeur de l'établissement support, pour la réalisation des activités et fonctions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, s'appuie sur les équipes de l'ensemble des établissements parties au groupement.

Titre 6. *Procédure de conciliation*

ARTICLE 18

En cas de litige ou de différend survenant entre les parties au groupement à raison de la présente convention ou de son application, les parties s'engagent expressément à soumettre leur différend à trois conciliateurs qu'elles auront désignés.

Une solution amiable devra intervenir dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date à laquelle la désignation du premier conciliateur est notifiée à l'autre partie.

La proposition de solution amiable sera soumise à l'avis du comité stratégique puis à l'ARS Bourgogne-Franche-Comté

Faute d'accord dans le délai imparti, la juridiction compétente pourra être saisie.

Titre 7. **Communication des informations**

ARTICLE 19

La présente convention et tout avenant ultérieur seront communiqués pour information au directeur général de l'ARS BFC dans un délai de 15 jours suivant leur signature.

Chacune des parties s'engage à communiquer aux autres toutes les informations qu'elle détient et qui sont nécessaires à la mise en œuvre du groupement, et notamment :

- la liste de toutes les coopérations dans lesquelles chaque partie est engagée.

Titre 8. **Durée et reconduction**

ARTICLE 20

La présente convention est conclue à titre provisoire pour une durée de un an dans l'attente de l'approbation du projet médical partagé.

Fait à Sens, le 30 juin 2016.

Jean Dominique MARQUIER
Directeur
CH de Sens



Gérald SAILLET
Directeur
CH de Joigny



Thierry MERESSE
Directeur
CH de Villeneuve sur Yonne

